



**PRÉFET  
DES ÎLES WALLIS  
ET FUTUNA**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

**ACHETEUR PUBLIC** : ETAT, ADMINISTRATION SUPERIEURE DES ÎLES WALLIS ET FUTUNA

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
ET PARTICULIERES  
C.C.A.P**

**NUMERO DE CONSULTATION** : 2025-E-AO-18-SEAC

**OBJET DE LA CONSULTATION** : CONTROLE EXTERIEUR POUR LES TRAVAUX DE REFECTION DES AIRES AERONAUTIQUES DE L'AEROPORT DE WALLIS

**PROCEDURE DE PASSATION** : PROCEDURE APPEL D'OFFRES OUVERT en application des dispositions des articles L.2124-2, R.2124-2 et, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

<b>VERSION</b>		
<b>INITIALE – V0</b>	<b>JUIN 2025</b>	

## **Table des matières**

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES .....	4
1.1 – Objet du marché .....	4
1.2 – MAITRISE D’OUVRAGE.....	4
1.3 – MAITRISE D’ŒUVRE .....	4
1.4 – COORDONNATEUR DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE .....	4
1.5 – CONTROLE TECHNIQUE .....	4
1.6 – TRAVAUX EN SITE OCCUPE .....	4
1.7 – TRAVAUX EN MILIEU AERONAUTIQUE.....	4
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
2.1 – PIECES PARTICULIERES.....	5
2.2 – PIECES GENERALES .....	5
ARTICLE 3 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	5
ARTICLE 4 – PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ .....	5
ARTICLE 5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 6 – DUREE ET DELAIS.....	6
6.1 – DUREE DU MARCHÉ.....	6
6.2 – DELAI D’EXECUTION .....	6
ARTICLE 7 – MODALITES D’EXECUTION.....	7
7.1 – OBLIGATION DU TITULAIRE .....	7
7.2 – OBLIGATION D’INFORMATION .....	7
7.3 – ACCES AU SITE.....	7
7.4 – CONSTAT D’ETAT DE LIEUX .....	8
7.5 – REPRESENTANT DE L’ENTREPRISE.....	8
ARTICLE 8 – REGIME FINANCIER .....	8
8.1 – REPARTITION DES PAIEMENTS.....	8
8.2 – CONTENU DES PRIX.....	8
8.3 – VARIATION DES PRIX .....	9
8.4 – REGLEMENT DES COMPTES .....	10
8.5 – INTERETS MORATOIRES .....	12
ARTICLE 9 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE - ASSURANCE .....	12
9.1 – RETENUE DE GARANTIE.....	12
9.2 – AVANCE.....	13
9.3 – ASSURANCE.....	14
ARTICLE 10 – PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX .....	15
10.1 – PERIODE DE PREPARATION .....	15
10.2 – AGREMENTS, CERTIFICATION, PROCEDURES. ....	15
10.3 – INSTALLATION, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS .....	15
10.4 – SUJETIONS RESULTANT DE L’EXPLOITANT DE L’AEROPORT .....	17
10.5 – PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES .....	18

10.6 – AMIANTE ENVIRONNEMENTALE .....	18
ARTICLE 11 – ORDRES DE SERVICES .....	19
11.1 – MODE DE NOTIFICATIONS.....	19
11.2 – VALORISATION DES ORDRES DE SERVICE .....	19
ARTICLE 12 – MODALITES DE MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC EN COURS D’EXECUTION	19
ARTICLE 13 – PENALITES.....	20
13.1 - PENALITES POUR RETARD DU MARCHE .....	21
13.2 – PENALITES POUR ABSENCE DE PARTICIPATION OU RETARD AUX REUNIONS DE CHANTIER.....	21
13.3 – PENALITES POUR RETARD D’EXECUTION DES DELAIS PARTICULIERS .....	21
13.4 – PENALITES POUR DEFAUT DE SUIVI DES PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES.....	21
13.5 – PENALITES POUR RETARD DE MISE EN SERVICE DES AIRES AERONAUTIQUES.....	21
ARTICLE 14 – NANTISSEMENT ET CESSIION.....	22
ARTICLE 15 – SOUS-TRAITANCE.....	22
ARTICLE 16 – RESILIATION .....	23
ARTICLE 17 – LOI « INFORMATIQUE ET LIBERTE ».....	24
ARTICLE 18 – MESURES D’ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL .....	24
ARTICLE 19 – TRIBUNAL COMPETENT .....	25
ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG.....	25

## **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1 – Objet du marché**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives et Particulières (CCAP) concernent les études de contrôle extérieur relatives aux travaux de réfection des aires aéronautiques de l'aéroport de Wallis-Hihifo.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques et particulières (CCTP).

### **1.2 – MAITRISE D'OUVRAGE**

La personne habilitée à signer le marché et à mettre en œuvre ses mesures d'exécution est le Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna, assurant la fonction de pouvoir adjudicateur.

Le service en charge de l'opération est le service d'état de l'aviation civile (SEAC-WF).

### **1.3 – MAITRISE D'ŒUVRE**

La maîtrise d'œuvre de conception et du suivi des travaux est assurée par le bureau des infrastructures aéronautiques du service ingénierie de la Direction de l'Aviation Civile en Nouvelle-Calédonie.

### **1.4 – COORDONNATEUR DE SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ**

Sans objet

### **1.5 – CONTRÔLE TECHNIQUE**

Sans objet

### **1.6 – TRAVAUX EN SITE OCCUPÉ**

Sans objet

### **1.7 – TRAVAUX EN MILIEU AÉRONAUTIQUE**

Les entreprises sont sensibilisées sur le fait de travailler en milieu aéronautique. Même si le trafic aérien est réduit sur l'aéroport, certaines mesures seront mises en place dans le cadre de la sécurité et sûreté aériennes. Ces mesures concernent principalement la libération des servitudes aériennes après travaux (mêmes ponctuels) et la clairance radio durant les travaux.

Une étude d'impact sur la sécurité aérienne sera réalisée durant la période de préparation avec le gestionnaire de la plateforme. Des consignes opérationnelles seront notifiées aux entreprises.

## **ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous :

### **2.1 – PIECES PARTICULIERES**

1. L'acte d'engagement (A.E) et ses annexes,
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives et Particulières (C.C.A.P)
3. Le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (C.C.T.P) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Exemple de fiche de suivi de mise en œuvre des enrobés
  - Annexe 2 : Exemple de fiche de suivi de centrale
  - Annexe 3 : CCTP du marché de travaux de réfection des aires aéronautiques, objet de la présente mission de contrôle externe
  - Annexe 4 : DETRM entreprise travaux
  - Annexe 5 : Dossier de plans des travaux de réfection des aires aéronautiques, objet de la présente mission de contrôle externe
  - Annexe 6 : Planning et phasages prévisionnels du marché travaux
4. Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) ;
5. Le Détail des quantités estimatif (DQE) ;

En cas de contradiction entre les pièces ci-dessus, celles-ci prévalent dans l'ordre de priorité indiqué ci-dessus.

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable est une pièce générale, accessible sur le site de Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>). Cette pièce, non fournie, est réputée connue du titulaire du marché.

L'exemplaire original du marché, qui fera seule foi, sera conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur.

### **2.2 – PIECES GENERALES**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'Acte d'Engagement :

- Le Cahier Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (version 2021),
- Les normes en vigueur au moment de la remise de l'offre de l'entreprise.

## **ARTICLE 3 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité de l'offre sera de **120 JOURS** à compter de la date limite de réception des offres.

## **ARTICLE 4 – PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE**

Le présent marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L.2124-2, R.2124-2 et, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

**Le titulaire s'engage à ce que les personnes travaillant sur le présent marché soient bien les personnes nommément identifiées dans son offre.**

Les **prestations** sont détaillées dans le **Cahier des Clauses techniques et particulières (CCTP) joint** au présent marché.

## **ARTICLE 6 – DUREE ET DELAIS**

### **6.1 – DUREE DU MARCHE**

Le marché public est conclu pour une durée de 24 mois à compter de la date de notification du marché.

### **6.2 – DELAI D'EXECUTION**

#### **6.2.1 - Délai d'exécution des prestations**

Le délai d'exécution est indiqué sur l'acte d'engagement.

Toute modification du délai d'exécution fera l'objet d'un ordre de service. A noter, que l'ordre de service devra être validé au préalable par le maître d'ouvrage et que celui-ci soit encore dans le délai d'exécution fixée initialement lors de la notification du marché.

#### **6.2.2 - Décomposition en tranches**

Sans objet.

#### **6.2.3 - Calendrier détaillé d'exécution des prestations**

Le calendrier est élaboré par le titulaire, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution. Le calendrier détaillé élaboré par le titulaire est approuvé par le maître d'ouvrage.

#### **6.2.4 - Prolongation du délai d'exécution**

Le titulaire signale au maître d'œuvre, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Une augmentation de la masse du marché ou une modification de l'importance de certaines parties d'ouvrage peuvent justifier une prolongation du délai d'exécution des prestations. L'importance de la prolongation est débattue par le maître d'œuvre avec l'entrepreneur, puis elle est soumise à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur et la décision prise par celui-ci est notifiée à l'entrepreneur par ordre de service.

Concernant les changements d'importance des ouvrages à réaliser, seul le représentant du pouvoir adjudicateur a le pouvoir unilatéral de modification du projet.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution des prestations ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution.

Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'œuvre d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le titulaire.

#### **- Intempéries**

Si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des

prestations, le maître d'œuvre peut notifier par ordre de service à l'entrepreneur un arrêt momentané des prestations ou l'autoriser sur la proposition de l'entrepreneur.

De même, la reprise des prestations sera elle aussi notifiée par un ordre de service et le délai d'exécution sera prolongé d'autant par décision du représentant du pouvoir adjudicateur.

Mode de calcul des intempéries prises en compte :

<b>Intensité des phénomènes</b>		<b>Prolongation</b>
Pluviométrie > 10 mm/h pendant 5 h	→	1 jour ouvrable par jour de pluie
Vent rafale avec $V \geq 100$ km/h	→	1 jour ouvrable par jour de vent

La prolongation de délai se fera en ajoutant des jours calendaires au délai contractuel.

Seront pris en compte les phénomènes naturels qui entravent le bon déroulement du chantier et qui octroient à l'entreprise des jours de prolongation de délai, sans oublier le respect des règles de sécurité pour les engins de levage (arrêt en cas de vent > 60 km/h).

La station météorologique de référence est celle de l'aérodrome de Wallis – Hihifo.

En cas de mauvaise organisation de la part de l'entrepreneur pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts des prestations normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation. Ces arrêts de prestations ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution des prestations.

Si les arrêts ou le retard ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation de l'entrepreneur, la prolongation du délai d'exécution des prestations qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

En dehors des cas prévus aux paragraphes ci-dessus du présent article, la demande de prolongation du délai d'exécution est à l'initiative du titulaire du marché quelle qu'en soit l'origine. Cette demande est instruite par le maître d'œuvre puis elle est soumise à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur, et la décision prise par celui-ci est notifiée à l'entrepreneur par ordre de service.

## **ARTICLE 7 – MODALITES D'EXECUTION**

### **7.1 – OBLIGATION DU TITULAIRE**

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

### **7.2 – OBLIGATION D'INFORMATION**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

### **7.3 – ACCES AU SITE**

Le titulaire est réputé avoir :

- pris connaissance du ou des sites sur lesquels vont se dérouler les travaux et apprécié toutes les difficultés d'exécution, qu'elles aient trait aux accès, aux aires de stockage disponibles et plus généralement à tout ce qui concerne leur exécution,
- collecté auprès des services publics ou assimilés toutes les informations qui peuvent lui être utiles pour la conduite du chantier.

#### **7.4 – CONSTAT D'ETAT DE LIEUX**

Sans objet

#### **7.5 – REPRESENTANT DE L'ENTREPRISE**

L'entrepreneur devra désigner son ou ses représentants ainsi que leurs habilitations respectives pour ce chantier.

L'entrepreneur est tenu d'avoir un responsable sur le chantier en permanence. Ce dernier devra avoir les habilitations nécessaires pour prendre toutes décisions concernant le déroulement du chantier.

### **ARTICLE 8 – REGIME FINANCIER**

#### **8.1 – REPARTITION DES PAIEMENTS**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire ou à ses sous-traitants, ou, à l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

#### **8.2 – CONTENU DES PRIX**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application du prix unitaire.

Les prix sont exprimés en euros (€) sans TVA, sans TGC.

La TVA et TGC ne sont pas applicables dans les îles Wallis et Futuna.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris les frais généraux, impôt et taxes et les frais d'expédition des matériels et matériaux.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage et en considérant comme prestations de nuit l'ensemble des opérations effectuées entre 20h et 6h du matin.

Dans le cas d'un marché passé avec les membres d'un groupement conjoint d'opérateurs économiques, les prix des prestations attribuées à chaque membre du groupement dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque membre du groupement peut être appelé à rembourser au mandataire.



### 8.3 – VARIATION DES PRIX

Les prix sont réputés révisibles.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (m0).

Le prix du marché sera **révisé par l'application d'un coefficient C (de révision)** donné par la formule suivante :

$C_n = F - 1$  avec

$$F = 0,15 + 0,85 \times \left( \frac{I_n}{I_o} \right)$$

dans laquelle  $I_o$  et  $I_n$  sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché, respectivement au mois zéro (o) et au mois n.

En précision des dispositions de l'article 10 du CCAG-Fournitures courantes et services, l'arrondi au millième (1/1000) supérieur est fait de la façon suivante :

- Précision du calcul : les calculs sont effectués avec le nombre maximal de décimales compatible avec les moyens informatiques courants (tableurs électroniques).
- Arrondi : le coefficient F ci-dessus défini est tronqué à 4 décimales puis porté au millième supérieur.

Il n'y aura pas de révisions provisoires.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

L'index de référence choisi pour la révision des prix des prestations est l'indice ING publié à l'Institut des Statistiques et des Etudes Economiques (ISEE - [www.isee.nc/component/phocadownload/category/154-consultez-les-donnees-historiques-sur?download=690:le-bt21-et-les-indices-et-index-du-btp&highlight=WyjpbnRyY2VzIlQ](http://www.isee.nc/component/phocadownload/category/154-consultez-les-donnees-historiques-sur?download=690:le-bt21-et-les-indices-et-index-du-btp&highlight=WyjpbnRyY2VzIlQ) ).

La révision est effectuée après exécution de chaque prestation.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le pouvoir adjudicateur doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le pouvoir adjudicateur procédera à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Si l'un des indices servant de référence à la mise en œuvre de la formule de révision de prix venait à être changé ou à disparaître pendant la période d'exécution du présent contrat, les parties conviennent de lui substituer l'indice préconisé par l'organisme qui a créé l'ancien indice ; en utilisant le coefficient de raccordement qui s'y rattache.

Si aucun indice n'est prévu par l'organisme ci-dessus mentionné, les parties s'engagent à rechercher d'un commun accord un indice qui pourrait lui être substitué ayant des caractéristiques approchantes sans que l'application de ce nouvel indice n'entraîne un bouleversement de l'économie du contrat, ni une remise en cause des conditions de la mise en concurrence des soumissionnaires au présent marché.

Dans ce dernier cas, la mise en œuvre du nouvel indice nécessitera une modification de marché.

## **8.4 – REGLEMENT DES COMPTES**

Le règlement des comptes est effectué par acompte mensuel et solde établis et réglés selon les dispositions du CCAG-Fournitures courantes et services.

L'acompte est un paiement intermédiaire rémunérant des prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution. Le montant des acomptes ne doit, en aucun cas excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte ; l'acompte rémunère un service fait. A ce titre, la demande de paiement du titulaire est réglée après certification du service fait par le représentant du maître d'ouvrage.

### **8.4.1 - Présentation des demandes de paiement**

Le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre sous forme de décompte mensuel.

### **8.4.2 - Présentation des états d'acomptes**

Les états d'acomptes sont établis conformément aux dispositions de l'article 11.3 du CCAG-Fournitures courantes et services par le maître d'œuvre.

Tout versement d'acompte s'effectue, dans le cadre des articles L.2191-4 et R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique, sur la base des prestations réellement effectuées.

La périodicité des acomptes est mensuelle.

### **8.4.3 - Décompte final**

Le décompte final est établi conformément aux dispositions de l'article 11.7 du CCAG-Fournitures courantes et services.

### **8.4.4 - Décompte général**

Sans objet

### **8.4.5 - Plafonnement des décomptes**

Sans objet

### **8.4.6 - Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
- la date d'exécution des prestations,
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées,
- le prix unitaire des prestations réalisées,
- le cas échéant, l'ordre de service.

#### **8.4.7 - Transmission des factures**

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2197-7 du CCP, la transmission des factures s'effectue sous format dématérialisé via le portail « Chorus Pro » accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de RIDET du maître d'œuvre
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

En cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

#### **8.4.8 - Modalités de paiement direct en cas de groupement et/ou de sous-traitance**

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché (compte unique).

Dans le cas d'un groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'ouvrage ou à la personne désignée par elle dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'ouvrage ou à la personne désignée par elle dans le marché, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le maître d'ouvrage adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant selon les dispositions du Code de la Commande Publique. Le délai court à compter de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de

l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'elle effectue au sous-traitant.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

## **8.5 – INTERETS MORATOIRES**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivant du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

## **ARTICLE 9 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE - ASSURANCE**

### **9.1 – RETENUE DE GARANTIE**

Une retenue de garantie d'un montant égal à 5 % du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants. La retenue de garantie est prélevée par fractions sur les acomptes, les règlements partiels définitifs et le solde. Cette dernière peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## **9.2 – AVANCE**

Le taux de l'avance est de 35% et est calculé selon les modalités des articles R. 2191-6 à R.2191-14 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

### **9.2.1 – Garantie financière de l'avance**

La délivrance de l'avance est conditionnée à la production d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande portant sur **l'intégralité** du montant de l'avance.

### **9.2.2 – Bénéficiaires de l'avance**

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique, avec des entrepreneurs groupés conjoints ou, éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le titulaire ou par le mandataire et par chaque cotraitant conjoint ou par chaque sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, aux cotraitants ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des prestations réalisées directement par le titulaire, par chacun des cotraitants conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont soit effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire, soit répartis sur chacun des membres du groupement, sur la base de la répartition des paiements identifiée dans l'acte d'engagement. Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des prestations réalisées par l'ensemble des cotraitants.

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance est soumis aux mêmes obligations que le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de marché, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues et débute à compter de la notification de l'acte spécial.

Si les sommes restant dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

### 9.2.3 – Modalités de règlement et de remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 50 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acompte, de règlement partiel ou de solde.

Pour les avances supérieures à 30%, le remboursement se fait à la 1ère demande de paiement (R.2191-11).

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de marché, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues et débute à compter de la notification de l'acte spécial.

Les avances sont remboursées par l'entrepreneur lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint un pourcentage P0 du montant initial du marché.

Ce pourcentage est égal à la plus petite des deux valeurs suivantes :

$$P0 = 80 - \left( \frac{\text{montant total des avances accordées au titulaire}}{\text{montant initial du marché}} \right) \times 100, \text{ arrondi au \% inférieur}$$

**P0 = 50%**

Il est alors précompté jusqu'à remboursement complet des avances, un pourcentage Q de chaque acompte en prix de base.

Ce pourcentage, plafonné à 100%, est défini par l'expression suivante :

$$Q = 100 \times \frac{\left[ \left( \frac{\text{montant total des avances accordées au titulaire}}{\text{montant initial du marché}} \right) \times 100 \right]}{[80 - P0]}, \text{ arrondi au \% supérieur}$$

Il est précisé que pour le calcul du remboursement, il n'est tenu compte que de la partie de l'acompte correspondant à un pourcentage d'avancement supérieur à P0.

Le remboursement des avances doit être terminé au plus tard lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant du marché initial.

### 9.3 – ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire ainsi que les sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Dans le cas où l'attestation d'assurance responsabilité civile ne couvre pas la durée complète du marché, l'entrepreneur devra fournir l'actualisation de ses justificatifs au plus tard à l'échéance de validité de l'attestation précédente.

Après mise en demeure restée sans effet, la non-fourniture des attestations citées ci-dessus dans le délai prescrit par ladite mise en demeure fera obstacle à tout paiement d'acompte.

Les frais d'assurances sont réputés être inclus dans les prix du marché.

## **ARTICLE 10 – PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la liste suivante sont réputées comprises dans les prix unitaires du marché conclu avec le titulaire :

- installations de sécurité et d'hygiène du chantier ;
- installation éventuelle du bureau de chantier ;
- enlèvement des déchets et matériaux divers non réutilisables ;
- frais d'évacuation des matériaux en décharge sur le territoire ;
- frais de transport du matériel y compris celui à source d'émission radioactive ;
- frais de stockage du matériel y compris celui à source d'émission radioactive ;
- retour des matériels et matériaux ;
- frais de remise en état des voiries détériorés pendant le chantier;
- frais de remplacement des matériels et mobiliers détériorés pendant le chantier.

### **10.1 – PERIODE DE PREPARATION**

Sans objet.

### **10.2 – AGREMENTS, CERTIFICATION, PROCEDURES.**

A la demande de la maîtrise d'œuvre, le titulaire est soumis de présenter les certifications ou agréments et procédures pour les matériels et méthodes employés pour la réalisation de la mission de contrôle.

Le titulaire fournit les appareils de mesure, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations.

Ces appareils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement en permanence et faire l'objet, au minimum, une fois par an, d'une vérification et d'un étalonnage par une entreprise spécialisées qui, à l'issue de son intervention, délivre un certificat d'étalonnage au titulaire.

Les rapports techniques émis par le titulaire comportent obligatoirement les références des appareils de mesure utilisés et pour chacun d'eux, la date du dernier étalonnage.

### **10.3 – INSTALLATION, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS**

#### **10.3.1 – Installation de chantier**

L'entreprise devra pourvoir à ses frais aux installations qui lui sont nécessaires.

#### **10.3.2 – Bureau de chantier**

L'entreprise devra pourvoir à ses frais aux installations qui lui sont nécessaires.

#### **10.3.3 – Clôtures, panneaux de chantier**

Sans objet.

#### **10.3.4 – Locaux et sanitaires de chantier**

L'entreprise devra pourvoir à ses frais aux installations qui lui sont nécessaires.

#### **10.3.5 – Téléphonie**

L'installation téléphonique et/ou internet est à la charge de l'entrepreneur. Le titulaire ou son représentant devra être joignable par téléphone 24h24 et 7j/7. Un téléphone portable est accepté.

#### **10.3.6 – Lieux de dépôt**

Sans objet.

#### **10.3.7 – Signalisation des chantiers**

Divers balisages doivent être prévus pour protéger et signaler les prestations présentant des dangers pour le personnel et les usagers.

Les limites du chantier devront être pourvues des équipements nécessaires à l'avertissement (signalétique) et à la sécurité du public (renfort, complément ou ajout de clôture).

#### **10.3.8 – Réglementation sur la navigation et de la circulation aérienne**

L'entrepreneur est réputé connaître les difficultés d'exécution des prestations en raison notamment de l'activité aéronautique qui implique des circulations d'aéronefs, de véhicules de service et de personnes à proximité immédiate des travaux. Les prestations se feront hors vols commerciaux, EVASAN et vols autorisés par le gestionnaire. Le CCTP détaille la chronologie type d'une fermeture et réouverture de piste, ainsi que les contraintes horaires.

L'entrepreneur devra respecter scrupuleusement les instructions qui lui seront données par le maître d'œuvre au travers du CCTP et du plan de phasage. Le préavis pour libérer la zone de chantier en cas d'EVASAN devra être scrupuleusement respecté.

L'entreprise devra obligatoirement se munir d'une radio VHF fréquence aviation.

#### **10.3.9 – Restriction de circulation sur le chantier**

Il est fait application des restrictions de circulation spécifiées par l'entreprise en charge des travaux et des dispositions de circulation dans un aéroport (article 10.4).

#### **10.3.10 – Dispositions particulières de circulation sur les voies publiques**

Il est rappelé que toutes les entreprises doivent se conformer aux prescriptions du code de la route de notamment celles concernant le poids total autorisé en charge des véhicules, et ce, afin de ne pas détériorer les chaussées publiques et privées.



### **10.3.11 – Dispositions particulières en matière de sécurité**

Il est rappelé de manière générale que l'entrepreneur qui négligerait ses obligations vis-à-vis de la sécurité du public en toutes circonstances engage sa responsabilité pénale sur le fondement du délit de "mise en danger de la vie d'autrui" prévu par le Code Pénal.

### **10.3.12 – Hygiène**

Le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

- Le chantier se trouve dans l'enceinte de l'aérodrome international de Wallis-Hihifo. De ce fait, une attention particulière sera exigée de l'entreprise titulaire afin de ne pas perturber les activités en place,
- L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la sécurité des personnels pendant toute leur durée.

L'entrepreneur est tenu de remettre au maître d'œuvre une copie de la déclaration des procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles.

Il doit faire les déclarations réglementaires et porter à la connaissance du maître d'œuvre les accidents de travail (avec arrêt) survenus à leur personnel ainsi que tout accident mettant en cause la sécurité de la formation.

## **10.4 – SUJETIONS RESULTANT DE L'EXPLOITANT DE L'AEROPORT**

Le titulaire doit se conformer aux dispositions définies ci-après.

Son attention est particulièrement attirée sur les points suivants concernant les lieux d'exécution des travaux.

L'accès au chantier situé sur le site de l'aérodrome international de Wallis-Hihifo est strictement réglementé.

- 1- Pour tous travaux situés sur le site et pour l'accès à son chantier, l'entreprise devra obtenir de l'autorité compétente les laissez-passer et les autorisations nécessaires à l'accès des personnels et des matériels de chantier. Ces laissez-passer sont valables pour la durée des travaux. Le fait pour l'entreprise d'avoir sur le site des personnels non munis de laissez-passer constitue une faute grave de sa part, sanctionnée conformément aux dispositions suivantes :

Si au cours du contrôle de personnel effectué sur le site par les services de sécurité et de protection du site, il est découvert des personnes non munies de laissez-passer ou qui seraient entrées sur le site en dehors des points d'accès autorisés, elles seraient susceptibles d'être expulsées définitivement.

Il est précisé qu'une autorisation individuelle d'accès accompagné, est nécessaire pour tous les membres de l'entreprise désirant pénétrer sur le site et qu'il leur appartient de se conformer aux obligations consécutives (constitution de dossier par agent, délai de dépôt du dossier 48h avant toute intervention).

- 2- Après leur entrée sur le site, l'entrepreneur et son personnel devront user des accès les plus directs à leur chantier, se confiner dans les emplacements et les locaux qui leur auront été désignés pour l'exécution des prestations et ne pénétrer ni circuler sous aucun prétexte dans les autres parties du site.

## **10.5 – PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES**

L'entreprise devra se tenir informée des textes réglementaires limitant les nuisances sur le territoire de Wallis et Futuna et notamment le code de l'environnement (*disponible sous : <http://www.wallis-et-futuna.gouv.fr/Publications/Publications-administratives/Code-de-l-environnement>*).

Une attention particulière devra être portée aux nuisances sonores, notamment, l'entreprise devra éviter l'exécution simultanée de prestations sonores et veiller à couper les moteurs des véhicules en stationnement.

En vue de réduire les nuisances pour les riverains, l'entreprise veillera également à éviter les dégagements de poussières tout au long du chantier.

L'entreprise veillera au bon entretien de ses engins : aucune huile de vidange ne sera déversée sur site.

Dans le même souci de limiter les pollutions, aucun résidu de produits dangereux ne sera vidé dans les réseaux d'assainissement.

L'entreprise veillera à conserver la voirie publique en état de propreté.

L'entreprise veillera à ne pas brûler de déchets sur site et à intégrer les déchets de son personnel dans le suivi des déchets.

L'entreprise veillera à être en conformité avec les directives du code de l'environnement du territoire des îles Wallis et Futuna et devra avoir les autorisations adéquates notamment pour ces installations classées pour la protection de l'environnement avant le démarrage des prestations.

L'entreprise prendra l'attache du Service de l'Environnement du Territoire de Wallis et Futuna (72 05 97).

## **10.6 – AMIANTE ENVIRONNEMENTALE**

Une analyse des matériaux de la seule carrière d'agrégat exploitée et des matériaux latéritiques dans l'emprise de l'aéroport en date d'avril 2020 confirme l'absence d'amiante environnementale.

**En cas d'import de matériaux des analyses devront être effectuées pour s'assurer de l'absence d'amiante.**

## **ARTICLE 11 – ORDRES DE SERVICES**

### **11.1 – MODE DE NOTIFICATIONS**

Outre les modes de notification papiers prévus dans le CCAG, la notification de tout document peut se faire de manière électronique. La notification est considérée comme valide si elle est réalisée par courriel, ou plus généralement, par tout autre mode permettant d'avoir un accusé de réception certain.

### **11.2 – VALORISATION DES ORDRES DE SERVICE**

Lorsque l'acheteur prescrit au titulaire la réalisation de prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, il notifie sa décision par ordre de service au titulaire.

Cet ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives. Ils sont arrêtés par le maître d'œuvre avec l'accord du maître d'ouvrage, après consultation du titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours suivant l'émission de cet ordre de service pour présenter ses éventuelles observations et sa proposition de prix, assortis de toutes les justifications nécessaires. A défaut de retour du titulaire dans un délai de 30 jours, les prix sont réputés acceptés et deviennent définitifs.

Les prix définitifs doivent faire l'objet d'un avenant.

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service prescrivant une prestation supplémentaire ou modificative si celui-ci n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

## **ARTICLE 12 – MODALITES DE MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC EN COURS D'EXECUTION**

Le marché public peut faire l'objet d'un avenant pour :

- Augmentation du prix du marché ;
- Suggestions techniques imprévues ;
- Circonstances imprévues ;
- Prestations complémentaires ou similaires ;
- Augmentation de la durée du marché.

Les parties pourront conclure librement un avenant qui pourra ainsi porter sur tous leurs engagements : prestations à exécuter, calendrier d'exécution ou règlement financier du marché.

S'agissant des prestations supplémentaires ou modificatives, elles seront réglées conformément à l'article 23 du CCAG-Fournitures courantes et services.

Lorsqu'une modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution et qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, le maître d'ouvrage se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation au maître d'ouvrage démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

Le maître d'ouvrage vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

**En cas d'acceptation de la demande par le maître d'ouvrage, les modifications apportées aux prix, aux tarifs, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.**

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, le maître d'ouvrage et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par le maître d'ouvrage :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## **12.1 – PRESTATIONS SIMILAIRES**

Le maître d'ouvrage peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 13 – PENALITES**

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

### **13.1 - PENALITES POUR RETARD DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-Fourniture courantes et services, des pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Lorsque le délai contractuel du marché est dépassé par le titulaire, celui-ci encourt des pénalités forfaitaires de 15 000 F CFP, par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 au CCAG-Fournitures courantes et Services, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20 % du montant du marché.

Cette pénalité s'applique à toutes les prestations à compter du lendemain du jour d'expiration du délai d'exécution considéré jusqu'au jour inclus de l'exécution.

Les pénalités pour retard ne sont ni actualisées, ni révisées.

### **13.2 – PENALITES POUR ABSENCE DE PARTICIPATION OU RETARD AUX REUNIONS DE CHANTIER**

Toute absence d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de 167,60 € soit 20.000F CFP.

### **13.3 – PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION DES DELAIS PARTICULIERS**

La durée de réalisation de certaines prestations est indiquée au chapitre 5.4 du cahier des clauses techniques particulières.

Passé ce délai, le titulaire encourt des pénalités forfaitaires de 167,60 € soit 20.000F CFP, par jour calendaire de retard, pour chaque prestation objet de retard.

Les pénalités pour retard ne sont ni actualisées, ni révisées.

### **13.4 – PENALITES POUR DEFAUT DE SUIVI DES PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES**

Chaque infraction constatée par le maître d'œuvre, pourra entraîner l'application immédiate d'une pénalité forfaitaire de 50 000 F CFP.

En cas de retard dans la mise en conformité dans le délai notifié par le maître d'œuvre, vis-à-vis de ces prescriptions (article 11.6 du CCAP), une pénalité de 20 000 F CFP par jour calendaire sera appliquée.

Ces pénalités seront appliquées à chaque infraction constatée et se cumuleront en cas d'infractions répétées.

### **13.5 – PENALITES POUR RETARD DE MISE EN SERVICE DES AIRES AERONAUTIQUES**

L'entrepreneur subira une pénalité forfaitaire de 500 000 F CFP dans le cas où les aires aéronautiques ne seraient pas conformes pour leur exploitation au moment de la réouverture prévue de l'aéroport, ou avant chaque mouvement prévu des EVASAN (avec un préavis de 4 heures).

Non-respect des consignes de sécurité vis-à-vis de la circulation aérienne, il sera appliqué une pénalité de 838€ soit 100 000 F CFP par infraction, sur simple constat du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-Fournitures courantes et services :

- les pénalités sont cumulables entre elles,
- il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard,
- les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable sur simple constat de l'Administration Supérieure des Îles Wallis et Futuna.

#### **ARTICLE 14 – NANTISSEMENT ET CESSION**

En vue de l'application de la procédure de nantissement ou de cession sont désignés :

- Comptable public chargé du paiement : Monsieur le Directeur des finances publiques de Wallis et Futuna
- Personne habilitée à fournir les renseignements : Monsieur le Préfet Administrateur Supérieur des Iles Wallis et Futuna

#### **ARTICLE 15 – SOUS-TRAITANCE**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le titulaire pourra céder une partie de son marché à un sous-traitant, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros TTC ou 71.599 CFP.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Dans tous les cas, le titulaire reste personnellement responsable et garant de la bonne exécution des prestations, tant envers la personne publique contractante qu'envers les ouvriers et les tiers.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître d'ouvrage le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Si l'entrepreneur qui sous-traite est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- une déclaration du sous-traitant indiquant :
  - son chiffre d'affaires global et son chiffre d'affaires relatif aux prestations objet de la présente consultation, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
  - ses moyens en personnel ;

- ses moyens matériels (équipement technique, moyens informatiques et méthodologiques, dont le sous-traitant dispose pour la réalisation de prestations de même nature) ;
- ses principales références datant de moins de 3 ans relatives à des prestations similaires (nature des opérations, montants, part réellement exécutée par l'entreprise concernée, dates de réalisation des opérations et pouvoirs adjudicateurs), et/ou qualifications professionnelles
- Le relevé d'identité bancaire (RIB) du sous-traitant à payer directement,
- Une attestation de régularité fiscale,
- Une attestation de régularité sociale,
- Un extrait de K-BIS ou équivalent,
- Une attestation du Tribunal disposant que l'entreprise n'est ni en faillite, ni en liquidation judiciaire.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, la durée de la sous-traitance, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître d'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des prestations, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du maître d'ouvrage. Les dispositions de l'article 3.6 du CCAG-Fournitures courantes et services sont applicables.

Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une délégation de paiement.

En référence aux obligations précisées ci-dessus, le titulaire transmet à l'acheteur un document déclaratif indiquant :

- o Les dates de notification de chacun de ses actes de sous-traitance (formulaire DC4) signés par l'acheteur depuis le début du marché
- o Les dates de début et de fin de chaque prestation sous-traitée
- o La nature et le montant des prestations sous-traitées
- o Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du siège social du sous-traitant.

Le document demandé devra être transmis à l'acheteur dans un délai de 15 jours suivants sa demande.

En cas de retard dans la communication du document synthétique déclaratif exigé ci-dessus, ou de communication incomplète de celui-ci, il est appliqué une pénalité égale à 15.000 XPF par jour de retard pour la communication complète du document

## **ARTICLE 16 – RESILIATION**

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail le marché sera résilié, aux torts du titulaire selon les dispositions prévues par le CCAG.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial du marché, diminué du montant non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

#### **ARTICLE 17 – LOI « INFORMATIQUE ET LIBERTE »**

Les informations recueillies dans le cadre de la réponse à la présente consultation font l'objet d'un traitement informatique destiné à sélectionner l'(les) entreprise(s) mieux-disante(s), conserver les preuves de cette sélection et assurer la bonne exécution du contrat.

Les destinataires de ces données sont notamment les services administratifs communautaires, le cas échéant les services préfectoraux et la trésorerie en charge des paiements relatifs au contrat.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, les entreprises disposent d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui les concernent. Elles peuvent dans ce cas accéder aux informations les concernant en s'adressant à la Cellule Marchés publics de l'Administration Supérieure des Iles Wallis et Futuna.

#### **ARTICLE 18 – MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même, ses co-traitants et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur du respect des obligations prévues par le code du travail.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect des obligations susvisées par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, L.5221-3 et L.5221-11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG-FCS.



## **ARTICLE 19 – TRIBUNAL COMPETENT**

### **19.1 – DIFFERENDS**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

### **19.2 – LITIGES ET CONTENTIEUX**

Tout litige, ou contestation, lors du déroulement du marché, sera tranché par le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie, seul compétent.

Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie

BP Q3 – 98851 NOUMEA CEDEX

Tel. 00 687 25 06 30 - Courriel : [greffe.ta-noumea@juradm.fr](mailto:greffe.ta-noumea@juradm.fr)

## **ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG**

<b>Article CCAP</b>	<b>Article CCAG</b>	<b>Intitulé</b>
13.1	14	Pénalités
13.1	14.1.2	Pénalités
13.5	14	Pénalités

**Signature du candidat**